

## Élaboration du nouveau Code des hydrocarbures La contribution des partenaires extérieurs

Maxime Serge Mihindou  
Libreville/Gabon

LE ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, Pascal Houangni Ambouroué, a présidé, lundi dernier, dans un hôtel de la place, la cérémonie de restitution des contributions extérieures pour la rédaction du nouveau Code des hydrocarbures. En effet, avant la transmission au gouvernement de la version finalisée du code, le département des Hydrocarbures a également voulu obtenir l'avis des organismes internationaux et des partenaires au développement. Ces différentes entités se sont penchées, notamment, sur les

éléments de fiscalité, de préservation de l'environnement et de contenu local, afin que le prochain Code des hydrocarbures attire le maximum d'investisseurs tout en garantissant les intérêts de l'Etat. Le ministre Houangni Ambouroué a reçu officiellement, trois contributions internationales pour la révision du futur Code. Il s'agit de celle de l'Université de Houston, représentée par les professeurs Ramanan Krishnamoorti et Julian de Cardenas Garcia ; du Fonds monétaire international, représentée par son représentant résident, Marcos Pauplawski Ribiero et, enfin, celle du cabinet Poulain-Cren, représentée par Jean-Paul Poulain et Guillaume



Le ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, Pascal Houangni Ambouroué recevant la contribution du FMI.

Petit. « L'enrichissement attendu de ces contributions permettra au futur code de prendre en compte les différents aspects techniques, juridiques, économiques et environnementaux du secteur ; de s'aligner désormais aux normes internationales et, enfin, de s'adapter aux évolutions du secteur et de résister aux épreuves du temps. La présente communication a pour objectif de rassurer les investisseurs, car il ne s'agit pas de présenter un code à la va-vite, même si nous sommes conscients des enjeux liés à sa parution. Il s'agit pour nous de s'assurer que le nouveau code est en ligne avec les aspirations du gouvernement et celle des professionnels du secteur », a-t-il indiqué.

### Gabon-FMI/Appui budgétaire

## La 3e revue en ligne de mire

MSM  
Libreville/Gabon

DANS le cadre du mécanisme élargi de crédit accordé en 2017 au Gabon pour soutenir son Plan de relance économique (PRE), le ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandaga, a eu, vendredi dernier, à son cabinet, une séance de travail avec une délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par son nouveau chef de mission pour le Gabon, Boileau Loko. Cette rencontre avait pour

objectif principal de voir comment le Gabon peut stimuler sa croissance et la soutenir pendant un certain nombre d'années avec, notamment, l'appui des bailleurs de fonds que sont principalement le FMI, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement (AFD). « Il s'agit de voir comment le Gabon peut arriver à créer des ressources budgétaires pour le financement des investissements qui sont indispensables à la croissance économique, mais aussi pour le financement des dépenses sociales



Le ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandaga (g), en concertation avec les représentants du FMI au Gabon.

», a indiqué Boileau Loko. Pour atteindre ces objectifs, le ministre de l'Economie a, au cours de cette rencontre, appelé la partie gabonaise à travailler en

synergie avec les équipes du FMI. « C'était un rappel à l'ordre et, surtout, une remobilisation de troupe, pour que la partie gabonaise sache quels sont nos engagements et obligations. Lorsqu'une action doit être réalisée, il faudrait que l'on sache du côté du Gabon qui a la responsabilité de la mise en œuvre de cette action. Et que l'on puisse mesurer ce qui a été déjà fait et ce qui reste à faire », a souligné le membre du gouvernement.

Le chef de mission du FMI a noté la volonté du Gabon de mettre en œuvre toutes les réformes nécessaires,

afin de faciliter le passage du dossier du Gabon pour la troisième revue. Pour M. Boileau Loko, cette volonté devrait se traduire très prochainement par la mise en place d'un comité de gestion du programme. Il faut savoir que la première revue de ce programme a été achevée en décembre 2017 avec l'approbation d'un décaissement de 101,1 millions de dollars. La deuxième est intervenue le 1er août dernier. Le montant total des décaissements du FMI s'élève, à ce jour, à près de 300,7 millions de dollars.

## Transport aérien de marchandises/Séminaire pour le Conseil gabonais des chargeurs (CGC)

### Renforcement des capacités des agents

MSM  
Libreville/Gabon

LE Conseil gabonais des chargeurs (CGC) a organisé, du 10 au 20 septembre, un séminaire de formation à l'intention de son personnel à son siège de Libreville. Pour les responsables du CGC, ce séminaire ayant trait aux problématiques de transport aérien de marchandises visait un

double objectif : renforcer les capacités techniques des personnels et inaugurer la convention de partenariat avec le Centre de formation professionnelle de l'Union portuaire rouennaise (UPR) qui a expressément dépêché un expert américain, Glenn Wilkins, pour assurer cette formation dans la capitale gabonaise. Constitués en trois groupes, les participants ont pu, à travers différents modules, faire le tour d'horizon de nombreuses problématiques liées au



Les participants au séminaire à la fin de la formation.

transport de marchandises par voie aérienne et à ses spécificités. Ils en sont sortis édifiés et outillés. En clôturant les travaux, le directeur général du CGC, Liliane Ngari Onanga Y'Obegue, après avoir indiqué que l'organisation de ce séminaire découle de la volonté des plus hautes autorités du pays, mais aussi de la coopération des plus fructueuse avec l'UPR, a souligné que cette coopération « va se poursuivre à travers d'autres sessions de formation centrées sur les

thématiques du transport multimodal. » Le DG du CGC a souhaité que les outils techniques mis à la disposition des participants leur permettent de mieux suivre et d'encadrer le trafic aérien des marchandises, tout en favorisant la compréhension des problématiques liées à ce secteur aux enjeux multiples pour le CGC. Des attestations ont été remises aux participants lors de cette cérémonie de clôture.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 26/09/2018	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1777	1USD =	556,981	1 USD	574,636	CAC 40	26/09/2018	5 489,67
		CAD	1,5262	1CAD =	429,798	1 CAD	458,141	DOW JONES	26/09/2018	26 599,86
		JPY	132,7800	1JPY =	4,940	100 JPY	522,228			
		GBP	0,8943	1GBP =	733,528	1 GBP	782,313			
		CHF	1,1376	1CHF =	576,615	100 CHF	61 451,32			
		ZAR	16,9294	1ZAR =	38,747	100 ZAR	4 104,20			
		MAD	11,0140	1MAD =	59,557	1 MAD	62,91			
		CNY	8,0958	1CNY =	81,024	1CNY	83,46			
		KES	119,0900	1KES =	5,508	1KES	5,67			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
26 Septembre 2018: **81,85**